

ADAM, Bernard (dir.), *Europe. Puissance tranquille ? Rôle et identité sur la scène mondiale*, coll. Les livres du GRIP, n<sup>os</sup> 286-287, Bruxelles, GRIP/Éditions Complexes, 2006, 200 p.

Ali Laïdi

Volume 39, numéro 3, septembre 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/019326ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/019326ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laïdi, A. (2008). Compte rendu de [ADAM, Bernard (dir.), *Europe. Puissance tranquille ? Rôle et identité sur la scène mondiale*, coll. Les livres du GRIP, n<sup>os</sup> 286-287, Bruxelles, GRIP/Éditions Complexes, 2006, 200 p.] *Études internationales*, 39(3), 493–496. <https://doi.org/10.7202/019326ar>

La troisième partie se penche sur quelques personnages clés de cette histoire (William Cornell Greene et Emilio Kosterlitzky principalement) et sur leurs tentatives de développer les ressources minières de part et d'autre de la frontière et d'établir un semblant d'ordre dans cette région. L'auteur souligne ainsi que, longtemps avant l'avènement de l'ALENA, la population locale était déjà fort mobile, au gré du marché de l'emploi dans la région transfrontalière, tandis que des entreprises avaient tenté de développer des assises économiques à travers la frontière, dans un contexte de faible contrôle des espaces frontaliers, au sens turnérien, c'est-à-dire aux marges des espaces politiques tant du Mexique que des États-Unis.

La principale qualité du livre est de ne pas se cantonner à une approche purement historique. Cartes et descriptions précises, mobilisées non pas comme de simples illustrations mais comme de vrais outils d'analyse, attestent du souci de Truett d'intégrer une approche géographique à son analyse régionale, afin que le lecteur prenne la mesure tant des contraintes du milieu naturel, que de la structuration de l'espace étudié. De plus, l'auteur intègre l'aspect multiscalaire dans son raisonnement, présentant la région dans ses réalités très locales, mais soulignant aussi comment elle s'intégrait – parfois fort mal – à des espaces plus vastes, notamment à l'espace frontalier Mexique–États-Unis en construction. Si l'auteur n'apporte aucune innovation dans l'étude des frontières – « le fait que les frontières *both divide and connect* » est un thème largement exploré par les géographes depuis plusieurs décennies – son

exploration de la dualité de cette frontière entre Sonora et Arizona illustre parfaitement cette caractéristique de la frontière.

Sur le plan méthodologique, le discours de Truett repose largement sur la description de nombreuses situations, en particulier dans la troisième partie ; procédant ainsi par petites touches, il dépeint minutieusement des situations locales passées, leur collection permettant de recréer l'ambiance politique, sociale et économique qu'il souhaite étudier. Ces descriptions minutieuses, pour méritoires et intéressantes qu'elles soient, sont parfois un peu lassantes, et l'on aurait aimé un peu moins de détails historiques et un peu plus d'analyse. Cependant, pour le chercheur en sociologie, en histoire, ou en géographie historique des frontières, ce livre est un apport précieux.

Frédéric LASSERRE

Département de géographie  
Université Laval

## EUROPE

### Europe. Puissance tranquille ? Rôle et identité sur la scène mondiale.

ADAM, Bernard (dir.). *Coll. Les livres du GRIP*, n<sup>os</sup> 286-287, Bruxelles, GRIP/  
Éditions Complexes, 2006, 200 p.

Le choix de l'Europe se limite-t-il à la puissance ou à la mort comme le suggère Christian Saint-Étienne ? Après avoir imposé la paix entre les vieilles nations guerrières, la construction européenne semble ne plus se contenter de ce rêve devenu réalité. L'Europe ne peut se désintéresser d'un monde extérieur secoué par

de multiples crises. Il lui faut se (re)définir pour mieux affronter les nouveaux défis posés par la mondialisation. Doit-elle alors devenir une puissance ? Mais quel type de puissance ? Militaire comme les États-Unis, la Russie ou la Chine ? Ou alors, comme le suggèrent certains auteurs rassemblés ici par le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), une puissance tranquille ? Ce concept de « puissance tranquille » emprunté au philosophe Tzvetan Todorov est apparu à la suite de la guerre américaine en Irak en 2003. Il s'appuie sur la capacité de l'Europe à promouvoir la paix à travers le droit international, l'interdépendance des nations, l'aide au développement et le recours exceptionnel à la force. Est-il suffisant pour forger la nouvelle identité de l'Europe ? Chercheurs, haut-fonctionnaires, membres de *think-tanks* ou de cabinets ministériels, hommes politiques, en tout une vingtaine d'auteurs issus de quatorze pays tentent de répondre à cette question. Bernard Adam commence donc par poser le débat à travers les principaux arguments des auteurs qui l'animent. Robert Kagan est parmi les premiers cités. Dans son livre, ce néoconservateur américain avait installé le décor géopolitique. D'un côté la puissance américaine, de l'autre la faiblesse européenne. Cette vision est jugée caricaturale par de nombreux auteurs qui révèlent, comme Bertrand Badie, « l'impuissance de la puissance » ou comme Ghassan Salamé, « la logique de la force » qui « détruit la force de la logique ». Le point de vue du livre dirigé par Bernard Adam évacue rapidement l'hypothèse d'une Europe, puissance impériale qui prétend

imposer la démocratie militairement. Américains et Européens ont beau partager la même analyse sur les principales menaces à la paix et à la sécurité internationales, les chemins de la puissance des deux alliés diffèrent. Pour Zaki Laïdi, l'Europe ne sera jamais une grande puissance, car l'Europe n'est pas État « mais une fédération d'États-nations ». Il lui faut donc abandonner la force militaire pour investir la force normative. L'Europe doit s'imposer sur la scène internationale grâce aux normes qu'elle contribue à fabriquer chaque jour à l'intérieur de ses frontières sûres et paisibles et qui lui permettent de « 'tenir les États', de les discipliner, de les contraindre ». Ces normes, décidées en commun à toutes les étapes de la construction européenne, fondent le principe majeur de l'Europe : l'approche multilatérale des questions internationales. Elles forment également son modèle. L'identité internationale de l'Union européenne (UE), explique Ian Manners, se définit à travers les valeurs que promeut l'UE : l'économie de marché sociale, la liberté, la démocratie consensuelle, les droits de la personne, l'environnement durable, la paix durable, etc. Ian Manners en conclut que « le recours à des moyens autres que militaires est un élément central, constitutif de la puissance normative de l'UE dans le jeu politique mondiale ». Un jeu dans lequel l'Europe apparaît finalement comme « une puissante peu gênante », selon Robert Cooper. Ce dernier s'interroge pour savoir si le concept de puissance tranquille ne cache pas en fait l'impuissance de l'Europe, sa faiblesse. Pourtant, l'Europe doit s'affirmer comme une grande puissance indépendante, car

même « les États-Unis n'ont pas forcément intérêt à ce que l'Europe soit une alliée trop proche », écrit Sherle Schwenninger. Le Russe Vladimir Shemiatenkov apprécie ce statut de puissance tranquille et le pouvoir de l'Europe qui « réside donc dans sa puissance économique et son prestige moral et culturel ». Même analyse du côté du monde arabe et de la rive sud de la Méditerranée mais encore faut-il, estime Bichara Khader, que l'UE ne présente pas une diplomatie à géométrie variable selon l'acteur (Israël face aux pays arabes sur la question palestinienne, par exemple). L'Europe doit discuter avec tout le monde, explique Khalida Ghaus, y compris avec le Hamas et l'Iran. Vue d'Afrique, l'Europe est perçue comme un acteur ambivalent, terre de puissances autrefois coloniales, mais aussi terre enviée et désirée par une partie de la jeunesse africaine. Massaër Diallo estime que c'est le modèle politique (et non culturel) de l'Europe qui doit inspirer l'Afrique dans son processus d'intégration. Il appelle donc les Européens à un partenariat pour la démocratie et le développement « qui ne soit pas fondé sur l'inégalité de puissance et les intérêts unilatéraux ».

Sollicitée sur tous les fronts, l'Europe doit développer un nouveau concept pour garantir la paix et la sécurité internationale. C'est celui de sécurité humaine, défini par Mary Kaldor comme la protection de la vie et des moyens d'existence des individus. Une notion « plus concrète et plus large que le terme de 'paix' ». Selon Mary Kaldor, l'adoption par l'UE d'une approche en termes de sécurité humaine serait la preuve de

son engagement pour la sécurité globale. Reste à savoir si les Européens sont prêts à recourir à la force pour garantir la démocratie, la sécurité et les droits de la personne au sein des nations non européennes. Barbara Delcourt en doute. Selon elle, l'usage de la force ne vise qu'à sauvegarder les intérêts européens. Autre paradoxe du discours européen relevé par Barbara Delcourt : il prétend utiliser la force de manière exceptionnelle et en derniers recours, tout en valorisant « des concepts et une idéologie qui permettent essentiellement d'en justifier un usage plus étendu ». On se trouverait ici au cœur de « l'ambiguïté constructive » de l'Europe, note Caroline Pailhe qui analyse la *Stratégie européenne de sécurité*, rédigée par Javier Solana. Un texte qu'elle juge en phase avec Washington. Mais gare alors à ce que cette ambiguïté ne finisse pas par être destructive. À moins que la maladie guette une Europe devenue selon Martin Ortega « un acteur schizophrénique ». Car sans doctrine claire, l'Europe militaire (Headline Goal, Groupements tactiques, Force européenne de gendarmerie, Agence européenne de défense, etc.) pourrait pâtir d'une grave absence de direction politique, souligne Federico Santopinto. Encore faut-il réussir l'intégration des armées européennes. Malgré deux millions d'hommes dans les 25 armées européennes, Sven Biscop note que l'UE ne dispose « pas d'une vision qui concerne l'ensemble du potentiel militaire européen » dans la perspective d'améliorer la capacité expéditionnaire des forces armées de l'UE. Les pays européens développent une vision trop nationale de leurs forces. D'où des

doublons dans certains domaines et des lacunes dans d'autres. La question est donc simple : les États sont-ils prêts à abandonner une certaine autonomie militaire ? Une première réponse pourrait être apportée à travers la restructuration de l'industrie de défense européenne. Restructuration qui s'exerce sous la pression de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), remarque Luc Manpaey. Mais l'auteur insiste également sur le risque de confiscation de la PESD par les États qui possèdent une industrie de défense importante.

Restent les moyens civils et politiques de l'UE. En République démocratique du Congo, les Européens ont multiplié les initiatives pour aider les acteurs nationaux de la sécurité à reconstruire des institutions solides. Toutefois, remarque Marta Martinelli, l'aide européenne aurait gagné à être moins technique et plus axée sur la construction d'une police proche de la population. Dans la lutte contre la prolifération nucléaire, l'Europe manque de crédibilité pour s'affirmer sur la scène internationale. Du moins, écrit Olivier Meier, tant que certains États de l'UE continueront à considérer leur arsenal nucléaire comme la garantie de leur sécurité.

En conclusion, souligne Éric Remacle, les Européens doivent se méfier de ce concept « d'Europe puissance ». Car, prétendre imposer les « bonnes » normes internationales, c'est se positionner dans un rapport de supériorité (donc de puissance) vis-à-vis des acteurs plus faibles. De plus, à trop se focaliser sur les outils et instruments d'intervention, l'Europe risque de passer à côté d'une ré-

flexion politique.

Cet ouvrage riche en interventions variées est une excellente introduction pour aborder le débat de la place de l'UE dans le monde. Accessible à un public plutôt averti, il trace les principaux axes de réflexion sur le statut et l'identité de l'UE dans les années à venir. Toutefois, on regrettera que dans un monde aussi économiquement intégré, il ne soit fait aucune référence aux positions européennes sur la sécurité économique du vieux continent et plus largement du monde.

Ali LAIDI

*Institut de relations internationales et stratégiques  
Paris, France*

### **EU Enlargement and the Transatlantic Alliance. A Security Relationship in Flux.**

*BISCOP, Sven et Johan LEMBKE (dir.).  
Boulder, CO, Lynne Rienner, 2008, 215 p.*

La distinction de Donald H. Rumsfeld entre « vieille » et « nouvelle » Europe lors de la crise irakienne de 2003 laissait entendre que les nouveaux membres de l'Union européenne favoriseraient par principe la coopération avec les États-Unis en matière de sécurité et ne seraient pas enclins à contribuer au développement d'une logique exclusivement européenne dans ces domaines. L'ouvrage dirigé par Sven Biscop et Johan Lembke permet de juger de la pertinence de ce propos, puisqu'il met l'accent sur l'élargissement de l'Union européenne sur ses effets sur le développement de la Politique européenne de sécurité et de défense et sur le positionnement européen dans le cadre transatlantique et face à